

G8 CONTRE LA DROGUE

L'Algérie a réussi à élargir la rencontre à la lutte contre toutes les drogues

Utiliser tout l'argent des avoirs des narcotrafiquants pour abonder un fonds international placé sous contrôle des Nations unies contre la drogue et le crime : c'est la proposition que Sarkozy a faite aux 22 pays⁽¹⁾ participant, dont l'Algérie, au G8 Drogue, et qui a clos mardi ses travaux à Paris, tenus à huis clos.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

A la grande satisfaction de l'Algérie, la proposition n'a pas été intégrée au plan d'actions dans la forme proposée aux participants. Autre satisfaction : alors qu'à l'origine, la rencontre devait être focalisée sur le trafic transatlantique de la cocaïne, elle dut, par la force

des choses, et notamment sous la pression de l'Algérie, changer d'intitulé et embrasser les questions liées à la lutte contre toutes les drogues à l'échelle internationale.

Dans un point fait à la presse algérienne, le ministre algérien de l'Intérieur, Daho Ould-Kablia, nous a longuement parlé de cette ren-

contre et félicité l'ambassadrice algérienne à Vienne, M^{lle} Ferroukhi, qui s'est fortement investie dans la préparation de ce G8 et contribué à rendre la participation algérienne conséquente.

Au final, les travaux du G8 Drogue qui réunit les ministres de l'Intérieur d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique, du Maghreb et d'Europe et les organisations internationales et régionales concernés par la lutte contre la drogue ont été sanctionnés par deux documents essentiels : une déclaration politique et un projet de plan d'actions G8 Drogue.

Dans la déclaration politique, et ce n'est pas une surprise, les participants se déclarent déterminés à endiguer le fléau de la drogue, sur la base de la responsabilité commune et partagée entre l'ensemble des pays touchés par les différents aspects de ce fléau. Et pour faire face à ce fléau et ses menaces transnationales, les participants se sont déclarés déterminés «à soutenir la mise en œuvre d'actions de coopération internationale, régionale et transrégionale qui respectent pleinement les principes de souveraineté et d'intégrité territo-

riale des Etats». Mais au-delà, et pour ce qui est du programme d'actions qui a conclu cette rencontre et qui sera proposé au sommet des chefs d'Etat fin mai à Deauville, un ensemble de mesures y sont préconisées, dont notamment la mise en œuvre effective des conventions internationales, l'amélioration de la collecte et la mutualisation du renseignement, l'intensification de la coopération maritime, le renforcement de la capacité des Etats et, enfin, le financement de la lutte contre le trafic de drogue.

K. B.-A.

POUR OULD-KABLIA

L'Algérie a pu imposer le débat sur le cannabis

Sur le G8 et sur tous ces points, M. Ould-Kablia a bien voulu répondre aux questions et précisions que lui posaient ou demandaient Le Soir d'Algérie, El Watan, l'APS et Canal Algérie.

Que peut apporter l'Algérie à ce G8 et qu'en attend-elle ?

Daho Ould-Kablia : Au départ, notre présence était hypothétique parce qu'il s'agit en fait d'une réunion ministérielle qui regroupe 20 pays concernés directement par le thème, à savoir la lutte contre le trafic transatlantique de la cocaïne. Nous n'avons rien à voir avec le transatlantique et nous n'avons rien à voir avec la cocaïne. J'ai justement expliqué dans mon intervention, au cours des travaux, que l'Algérie n'était ni un pays de production de la cocaïne, ni un pays de transit de la cocaïne, ni encore moins un pays de consommation, sinon une consommation minime. J'ai mis l'accent sur le fait que la cocaïne étant une drogue, l'Algérie est concernée par un autre type de drogue qui est le cannabis qui avait été écarté de la discussion au départ mais qui, grâce à la pugnacité de notre ambassadrice à Vienne, a été finalement introduit comme élément du dossier et le thème de la rencontre est devenu «la lutte contre le trafic international de la drogue».

On a supprimé le terme transatlantique et l'on a supprimé la référence spécifique à la cocaïne. J'ai également expliqué que nous, nous étions préoccupés par l'intrusion de quantités importantes de cannabis dans notre pays, citant le chiffre de 74 tonnes de cannabis qui sont saisies en moyenne par an. Ce fléau a des effets tout à fait dommageables sur notre jeunesse et sur notre économie. A partir de là, je suis entré dans la globalité du sujet qui traitait des conditions de complémentarité, d'échange d'informations, d'échange d'expériences, de collaboration et de la nécessité d'aller au-delà de ce qui se faisait auparavant, à savoir uniquement la recherche de narcotrafiquants mais garder éventuellement tout ce qui est poursuites judiciaires dans un

contexte international. Le point nouveau, c'est la saisie des avoirs qui sont générés par ce trafic.

Mon intervention a donc porté sur ces deux points et en soulignant que les choses ayant évolué favorablement, nous adhérons à la déclaration de politique générale et nous adhérons également au plan de lutte contre le trafic de drogue.

Dans beaucoup d'articles de presse publiés la veille du G8 Drogue, il a été annoncé l'initiative attribuée au président Sarkozy relative à la proposition d'un fonds de lutte contre la drogue qui serait sous l'égide de l'Onu. Qu'en est-il de ce fonds et si ce projet venait à être approuvé à Deauville, l'Algérie y prendrait-elle part et sous quelle forme ?

Cette question du fonds spécial pour lutter contre le trafic de drogue a été exposée effectivement par notre pays au cours des rencontres préparatoires à ce G8 Drogue. Néanmoins, nous l'avons fait dans la mesure et dans le sens où nous avons besoin de ce fonds pour aider les pays pauvres qui n'ont pas les moyens de faire face à la lutte contre toutes les différentes formes de trafic de drogue. Il se trouve qu'un des pays a émis une réserve, considérant que la question n'était pas très claire et à ce sujet un amendement a été apporté et qui prévoit que des consultations et des concertations vont être menées pour examiner cette question.

Le problème qui se pose est que ce fonds n'est pas une contribution des organes internationaux mais il serait alimenté par la saisie des avoirs des trafiquants.

Là, la situation change du tout au tout car beaucoup de pays, qui éventuellement saisissent des avoirs, en ont besoin eux-mêmes pour lutter contre les effets de ce trafic.

Mais le ministre français de l'Intérieur a bien déclaré que ce fonds allait aider les pays qui en avaient besoin.

C'est la nature même de ce fonds qui pose question. Est-ce que c'est un fonds qui va être financé par les pays riches au profit des pays pauvres ou un fonds qui va être alimenté par les avoirs saisis. Il n'y a que les pays riches qui peuvent saisir ces avoirs dans la mesure où ils identifient et arrivent à savoir où ces fonds sont placés, dans quelles banques ou institutions financières. Chez nous, lorsque l'on saisit de la drogue, elle est détruite et n'a donc plus de valeur marchande.

Les petits montants que l'on peut récupérer chez les uns ou les autres, ce n'est pas cela qui va alimenter le fonds.

Etant donné la situation géographique de l'Algérie et sa proximité avec le Sahel, est-ce que la question d'une connexion entre le trafic de drogue et le terrorisme a été explicitement abordée ?

Ce point figure dans mon intervention. J'ai dit que la seule relation que l'on pouvait avoir sur le problème de la cocaïne, c'est de manière indirecte dans la mesure où, à côté des circuits traditionnels qui allaient d'Amérique latine vers l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Nord vers l'Europe en passant par l'Espagne ou le Portugal, maintenant

il y a de nouvelles routes pour le trafic et qui passent par le continent africain, notamment dans sa partie transatlantique : Sénégal, Gambie, Nigeria. J'ai dit qu'un des couloirs également privilégié de ce transit de trafic de cocaïne passe le long d'un corridor qui se situe à la limite de notre frontière sahélienne qui s'étend sur plus de 1 000 km avec le Mali et le Niger.

Et c'est à propos de ce transit par ce corridor qu'interviennent les groupes terroristes, les groupes criminels qui se trouvent là-bas parce qu'il ne peut pas y avoir de transit s'ils n'obtiennent pas le soutien ou le support de cette force solidement implantée

dans le centre de ce corridor. Ce trafic a généré des profits extrêmement importants à ces groupes qui leur ont permis de conforter leur présence et de déstabiliser l'Algérie dans le combat djihadiste qu'ils mènent contre notre pays. C'est un peu la relation que l'on a pu exposer en ce qui concerne la connexion du trafic de drogue et du crime organisé.

En outre, les participants ont été sensibles au fait que j'ai dit que les groupes terroristes installés là-bas ont étendu leur champ d'activité à plusieurs catégories de trafics : véhicules, armes, trafic des personnes, enlèvement d'étrangers pour obtenir soit des rançons, soit pour faire des pressions politiques sur les pays des ressortissants enlevés.

Si jamais le plan d'actions proposé par votre rencontre d'aujourd'hui est approuvé à Deauville lors du sommet, est-ce que l'Algérie devra développer davantage ses moyens en amont dans la recherche et l'information ?

Lorsque j'ai parlé de ce corridor à nos frontières, j'ai expliqué que nous étions tellement préoccupés par ce phénomène que nous avons été obligés de mettre en œuvre un plan de renforcement de nos capacités de protection de nos frontières avec des moyens humains supplémentaires et moyens matériels nouveaux.

Il se trouve également que la frontière Est de notre pays, celle qui nous lie à la Libye, du fait du retrait des forces libyennes en stationnement sur la frontière et qui se sont retirées pour rejoindre la partie Nord, c'est un front qui s'est ouvert et nous sommes obligés de le protéger pour empêcher que des infiltrations se fassent par cette frontière-là, parce que la frontière Sud est plus ou moins hermétique.

Pour ce qui est maintenant de la lutte contre le cannabis, l'Algérie n'est plus un pays de transit du cannabis vers l'extérieur.

C'est devenu beaucoup plus un pays de consommation. Il y a un effort très impor-

tant de fait au niveau de nos ports et aéroports pour empêcher toute exportation de cette drogue vers l'extérieur. Et là, il y a des échanges d'informations sur ces réseaux et ces trafics qui permettent de neutraliser ces mouvements soit au point de départ, soit au point d'accès.

Sur ce plan, il nous reste à combattre la distribution au niveau du détail et surtout sensibiliser nos jeunes qui sont les premières victimes de ce fléau.

Depuis quelques jours, apparaissent sur les plateaux des chaînes TV françaises d'anciens ou d'actuels responsables des services de sécurité français qui insistent tous sur l'excellence des relations avec les services homologues algériens. Est-ce une réalité, et si oui, qu'est-ce qui fait que cette relation soit aussi bonne ?

J'ai rencontré aujourd'hui même un responsable de la coordination des services de sécurité au ministère de l'Intérieur. Il m'a parlé de ses dernières visites en Algérie, où il a rencontré tout aussi bien les responsables de la Gendarmerie nationale que ceux de la Sûreté nationale, et, effectivement, les relations sont excellentes.

Le représentant des États-Unis m'a également dit que le chargé de la sécurité judiciaire (appellation consacrée par les États-Unis) au niveau de l'ambassade américaine à Alger avait des relations tout à fait constructives avec les services de sécurité algériens dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, car c'est cela qui les intéresse. Je suis tout à fait convaincu que ces relations existent et qu'elles sont mutuellement profitables.

Dans le plan d'actions, il a été envisagé la possibilité d'étendre aux services sécuritaires des pays, l'accès aux frontières maritimes dans la poursuite des trafiquants. Est-ce une option admise par l'Algérie ?

Non ! L'Algérie a dit qu'elle était disposée à examiner toutes les nouvelles possibi-

tés soit dans un contexte bilatéral qu'on engagerait volontairement ou bien dans le contexte d'un partenariat régional ou interrégional. Mais, là aussi, ça ne pourrait être que des actes volontaires au travers desquels nous examinerons ce qu'il est possible de faire.

Je ne pense pas que l'on puisse autoriser des bâtiments étrangers à venir franchir nos limites maritimes territoriales pour chasser des pseudo ou des trafiquants avérés sans que les services algériens prennent une part active et essentielle dans ces poursuites et ces recherches.

L'Algérie a-t-elle une stratégie spécifique de lutte contre la drogue avec les pays d'Afrique ?

Le problème de la drogue avec les pays d'Afrique est très minime. Les pays africains sont malheureusement beaucoup plus consommateurs que les pays de transit.

Le cannabis en particulier n'est pas un produit cultivé dans ces pays. Ils obtiennent leur drogue de la même manière que tous les autres en l'achetant sur le marché clandestin.

Mais il semble que le Sénégal est devenu une petite plaque tournante...

Justement, le 28 mai, une réunion se tiendra à Lisbonne et regroupera les États-Unis, l'Europe et les pays de la façade atlantique, c'est-à-dire le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal... pour traiter de ce problème particulier.

K. B.-A.

1- États-Unis, Canada, Japon, Fédération de Russie, Royaume-Uni, Italie, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Mexique, Colombie, Pérou, Bolivie, Brésil, République dominicaine, Algérie, Maroc, Sénégal, Ghana, Nigeria, Afrique du Sud + Commission européenne, ONUDC, OEA, OMD, Interpol, Europol, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest.